

11 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1^{re} année. N° 11.

ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép.: 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

LE TOCSIN



COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Dolente, ouvrier.

Affranchir.

DES TRAVAILLEURS.

SOMMAIRE. — Intrigue partout. — Le maire sournois. — Le triumvirat. — Séance de l'Assemblée. — La fraternité du National. — Petite recette. — La multitude. — Avis. — Faits divers.

PARIS, 10 JUIN.

INTRIGUE PARTOUT.

L'intrigue nous envahit, nous surprend, nous enlace, et notre révolution de Février a le nœud coulant autour du cou; c'est à qui tirera la corde.

Le parti orléaniste;

Le parti henriquiniste;

Le parti bonapartiste;

Voilà pour les monarchiques;

Et la réaction de l'Hôtel-de-Ville;

Voilà pour les républicains.

Notre révolution est en péril; c'est au peuple de le conjurer par un calme qui résiste à toutes les provocations. Quelque soit le succès des réactionnaires, il ne sera que passager si la population de Paris ne se laisse pas entamer par la tactique irritante de ses ennemis, et se fortifie dans sa foi.

Où serait aujourd'hui le salut de la République, si ce n'est dans le peuple lui-même? La majorité de l'Assemblée constituante trahit les saintes espérances de Février, et la commission exécutive n'en maintient plus le programme que dans la proportion de deux contre trois. Arago, Marie et Garnier-Pagès sont au Luxembourg les mannequins de l'Hôtel-de-Ville. Ledru-Rollin et Lamartine sont isolés de leurs collègues et de l'Assemblée, sans avoir l'audace ou l'halete de se défendre.

Point de colère, peuple. Laisse tous tes adversaires se perdre les uns après les autres et sous leurs propres coups. Sois patient à souffrir, par là tu mûris ton avenir qui ne te sera point ravi. Pour nous, nous suivrons pied à pied tous les mouvements de l'intrigue qui travaille à étouffer ta révolution. Vains efforts! Tu l'as faite et tu la sauveras.

LE MAIRE SOURNOIS.

C'est, s'il vous plaît le maire de Paris, le citoyen Marrast, non moins sournois que le fameux *père sournois* de la farce des boulevards.

Blotti dans l'Hôtel-de-Ville comme un renard dans son terrier, l'ancien rédacteur en chef du *National* mine cauteusement le sol de la République sociale et démocratique. Il est temps de signaler cette œuvre souterraine. Le héros de la réaction, M. Thiers, ne vient-il pas d'entrer à la chambre? Entre MM. Thiers et Marrast il y a communauté de point de départ, le bureau du *National*, et complicité dans l'immense flouerie des fortifications. Ces deux esprits ne sont que trop faits pour s'entendre. C'est dans la République, comme dit Lafontaine, un couple d'animaux mal-faisants dont le pacte est à craindre.

Nous ne reviendrons pas sur le reproche plus d'une fois adressé à M. Marrast d'avoir laissé passer la République de février sans se risquer ni en tête ni en queue. Le vieux républicain manqua de foi dans la réussite de la sublime improvisation populaire, et se tint coi. On va même jusqu'à affirmer que le 24 février au matin il se résigna chez Odillon-Barrot à l'établissement de la régence. Le fier vétéran abdiquait de la sorte, quand la République triomphante l'emporta à sa grande surprise et le hissa sur le pavois. Si le bruit n'est pas vrai, il est du moins vraisemblable.

Passons vite. Voici donc M. Marrast membre du gouvernement provisoire. Nous nous taisons de son sé-

jour à la liste civile. En y restant, il aurait eu l'air du rat retiré dans le fromage de Hollande. Un rôle actif était plus digne de ses talents, ce rôle était indiqué par l'esprit de sa feuille.

Il y avait longtemps que l'école politique du *National* était surnommée *le gant jaune de la République*. Peu habituée au frottement des masses populaires, prétendant les régenter sans les connaître, elle faisait revivre dans sa coterie aristocratique et pédante le génie de la Gironde: la haine des supérieurs, le dédain des inférieurs, le contentement de soi-même. Il va sans dire que le socialisme ne lui semblait qu'une utopie bouffonne, ce qui arrive aux gens d'esprit sans entrailles. En conséquence, dès que la monarchie fut supprimée, l'école du *National* crut que la révolution avait fini. Car, en haïssant ce qui était en haut, elle n'aimait pas ce qui était en bas.

La conduite de M. Marrast fut conforme à ses antécédents; c'est lui qui eut l'honneur de ressusciter la politique conservatrice expirant avec la monarchie. La première borne de la République, ce fut lui.

Tout naturellement, ses deux bêtes noires furent Ledru-Rollin, représentant de l'élément révolutionnaire de 1848, et Louis Blanc, représentant de l'élément socialiste. Pour faire prédominer le système d'immobilité, force était de travailler à les isoler, à les désunir, à les perdre même. Il ne s'en fit faute, comme nous l'allons voir.

Nous ne comptons pas un à un tous les fils de cette trame artificieuse. Il suffit de pénétrer le secret des journées qui ont suivi l'événement du 15 mai.

Tout d'abord, quelle bonne fortune pour le maire de Paris que la capture de Barbès, d'Huber, d'Albert et de quelques autres! Louis Blanc lui manquait, il essaya de le faire envoyer à Vincennes par l'Assemblée nationale. Le souffleur de MM. Portalis et Landrin, procureurs de la République, et de M. Jules Favre, rapporteur de la commission chargée d'examiner la demande en poursuite, était M. Marrast. Quant à MM. Marie, Arago et Garnier-Pagès, membres de la commission exécutive, ils ne furent, en cette occasion, que des marionnettes entre ses mains exercées. Tout allait à merveille. Par malheur, le courage faillit aux réactionnaires de l'Assemblée quand on vota à scrutin ouvert, et Louis Blanc se tira des pattes du maire dont la moustache se hérissa, comme celle d'un chat forcé de lâcher sa proie.

Et ce n'était pas une proie seulement de perdue; c'en était deux. Une fois Louis Blanc incarcéré, MM. Ledru-Rollin et Lamartine, qui ne font plus qu'un, auraient été à leur tour dénoncés comme complices de l'événement du 15 mai, et logés eux-mêmes à Vincennes. Tout ce qu'il y a d'énergie et d'élevé dans le gouvernement provisoire eût été sous les verroux; un seul restait, libre et puissant, le maire de Paris.

Hélas! cette savante machination a échoué; mais le citoyen Marrast a plus d'un tour dans son sac, et l'arrivée de M. Thiers à l'Assemblée nationale lui fournit un précieux auxiliaire.

Vous vous récriez peut-être! Non, vous ne pouvez supposer une alliance entre le républicain de la veille et le ministre qu'il a tant de fois stigmatisé comme l'instrument servile de la politique lâche, égoïste, impitoyable de Louis-Philippe. Ce serait, selon vous, une honteuse apostasie. Raison de plus pour y croire. La proclamation récente du maire de Paris n'a-t-elle pas trahi le renégat des principes démocratiques, l'émule de M. Guizot? Et vous vous étonneriez de son association avec M. Thiers? Le plus fort est fait. Soyez même sûrs qu'entre le rédacteur des lois de septembre et l'ancien écrivain de la *Tribune* l'affinité est naturelle.

Ce sont deux hommes de beaucoup d'esprit, et presque du même tempérament spirituel. Horreur des

vues générales, inclination aux idées de menu détail; paresse de penser, facilité extrême d'écrire, talent de journaliste, et, outre tous ces rapports, une même fantaisie d'artiste. Ajoutez l'absence de foi profonde et vivace, des habitudes de scepticisme en toute chose au monde. Jugez si le rêve d'une régénération sociale doit les égayer; si des plans d'organisation du travail leur semblent à tous deux un délire monstrueux! Quant à l'amélioration du sort des masses populaires, leur philanthropie n'a pas dépassé le système des soupes économiques. N'omettons pas que tous deux sont enfants du midi, l'un provençal et l'autre béarnais. Or, comme M. Thiers le disait un jour: « Il n'y a que nous autres, gens du midi, pour nous entendre vite. » Allez, ils seront bien vite compères!

N'en doutez pas, à cette heure, malgré tout ce qui les sépare, ces deux personnages sont à la veille de pactiser. Chacun d'eux a fait un pas vers l'autre. M. Thiers est devenu républicain, M. Marrast est devenu conservateur. Il serait difficile de décider lequel des deux est le plus impopulaire. Le ressentiment des démocrates contre M. Thiers est plus invétéré, contre M. Marrast il est plus vif; cela se compense.

En revanche, tous deux jouissent de la même faveur auprès de l'aristocratie bourgeoise. Tant que M. Guizot fut là, M. Thiers passait auprès d'elle pour un bronillon, M. Marrast pour un buveur de sang; depuis Février, tous deux sont réhabilités. M. Thiers est un sage. Et la Chaussée-d'Antin qui tient la police pour la moitié de l'art de gouverner, la rouerie politique pour l'autre moitié, trouve M. Marrast complet. C'est, à son avis, le plus gouvernemental de tous les hommes d'Etat produits par la République. Marié à M. Thiers, le maire de Paris ne laissera rien à désirer; accouplé à M. Marrast, le dernier ministre de Louis-Philippe sera parfaitement assorti et à sa place.

Tout ceci, sachez-le bien, n'est pas une supposition en l'air. Cette intrigue est en pleine activité, c'est l'une des scènes du drame de la réaction dont le peuple ne saurait conjurer le succès que par un redoublement d'union et de persévérance.

Le triumvirat.

Nous venons de vous signaler l'accord de MM. Thiers et Marrast pour renverser MM. Lamartine et Ledru-Rollin, ce double objet de leur antipathie. L'ancien rédacteur du *National* déteste dans Ledru-Rollin l'homme politique de la *Réforme*; le ministre du 4^{er} mars, l'auteur des fortifications de Paris n'oubliera jamais de quels traits acérés Lamartine perça le pygmée qui se donnait des airs de grand capitaine.

Mais les deux nouveaux amis ont besoin de se compléter; pour gouverner la République, il leur faut un troisième collègue. Et ce collègue est nécessairement une épée.

M. Thiers, malgré sa vieille prédilection pour le maréchal Bugeaud, n'a pas osé le proposer, à cette heure du moins, et s'arrête au général Changarnier.

M. Marrast n'a aucune répugnance contre le général Changarnier qui a fait battre la générale, le 16 avril, journée si chère à la réaction. Pourtant il incline vers le général Cavaignac, que recommandent une intraitable énergie militaire et sa foi républicaine.

Dès qu'il ne faut à ces messieurs qu'un sabre, ils seront vite d'accord, et la chose ne leur fera pas faute. Si cette combinaison réussit, le directoire fera place à un triumvirat consulaire.

Toute intrigue a son agent; l'entremetteur de MM. Thiers et Marrast serait, à ce qu'on dit, M. D'Argout, gouverneur de la Banque, expert maquignon politique.

Tels sont les futurs sauveurs de la France, MM. Marast et Thiers, les deux têtes de la réaction républicaine, avec une épée pour trait d'union !

Séance de l'Assemblée nationale.

L'événement de la séance a été l'apparition de M. Thiers au milieu des représentants du peuple. Les uns ont cru voir entrer César dans le sénat romain, les autres ont cru reconnaître le général Bonaparte à son retour d'Égypte. Tout en lui a la physionomie du 18 brumaire. M. Thiers a si heureusement copié le héros dont il est l'historien !

Cependant on cherchait un descendant plus direct de ce grand coup d'état ; M. Louis Bonaparte, arrivé la veille au soir à Auteuil, n'a pas paru ; il paraîtra pour faire concurrence peut-être à M. Thiers.

Un seul accident de cette séance mérite d'être noté, un représentant a dénoncé un article de journal comme provoquant au pillage, au meurtre, à l'incendie ; les ministres se sont empressés de déclarer que les écarts de la presse seraient réprimés tout comme sous la monarchie. Vive la République !

La fraternité du National.

La loi d'amour contre les attroupements a mérité les éloges du *Journal des Débats* et du *Constitutionnel* ; le *Siècle* ce matin y joint les siens. L'opposition dynastique en masse daigne approuver la nouvelle loi républicaine, elle n'aurait pas mieux fait, c'est évident.

Rien ne manquait à cette loi que l'approbation du *National* ; cette feuille qui représente toujours les nouveaux satisfaits de la République écrit :

La commission du pouvoir exécutif vient de publier une proclamation sur les attroupements. Cette proclamation respice la plus fraternelle sollicitude pour les droits et les intérêts du peuple et, en même temps, indique la ferme volonté de maintenir l'ordre qui, seul, peut sauvegarder ses intérêts et ses droits.

Tous les rédacteurs du *National*, à deux exceptions près, sont pourvus et nantis ; comment ne seraient-ils pas optimistes ? Le pessimiste de la monarchie s'appelle Candide sous la République.

Petite recette.

Notre chambre des représentants ne s'est guère soucée jusqu'ici des souffrances des travailleurs, et nos bourgeois n'ont encore su, pour tout remède, que les flétrir du nom de *fainéants*, alors qu'il est notoire que l'impossibilité de trouver du travail les condamne seule à l'oisiveté et à la misère.

La proposition que le représentant Alcan a développée dans la séance du 9 juin, mérite d'être mentionnée à titre de rareté.

Elle consiste à demander l'ouverture d'un crédit d'un million pour encouragements aux associations libres entre patrons et ouvriers et entre ouvriers et ouvriers, et d'un crédit de deux millions pour encouragements à la formation de sociétés de secours mutuels et de caisses d'assurance.

Mais, disons-le tout de suite, cette mesure est illusoire, et par l'emploi qui serait fait du crédit et par son insuffisance.

Qu'est-ce que trois millions en face de cet océan de misères dans laquelle nous nous débattons ?

Quant à l'emploi, nous nous bornerons aujourd'hui à un simple rapprochement, applicable du reste à tous les rapiécages de même nature que l'on pourrait proposer comme remèdes sociaux.

Lorsqu'une maison pèche par ses fondations, que dirait-on du propriétaire qui dépenserait quelques écus à réparer la toiture ? Sans doute il mettrait ainsi ses locataires à l'abri des plus grosses pluies et ce serait œuvre philanthropique, mais empêcherait-il la maison de crouler et d'ensevelir ses habitants ?

Or, le mal qui mine notre industrie, c'est la concurrence ; nous le demandons, l'association partielle des ouvriers entre eux ou avec leurs patrons détruirait-elle ce mal ? Non ; elle substituerait simplement la guerre entre les bataillons à la guerre entre les généraux ; ce serait toujours de la destruction.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est l'organisation des travailleurs sur la plus grande échelle, c'est-à-dire l'association vraie, entière, et non l'association fractionnée et mensongère.

LA MULTITUDE

Depuis la révolution de Février, les Parisiens aiment à vivre au grand air ; et le soir, rien n'est doux pour eux comme de s'entretenir de leurs mâles espérances sur le cours des boulevards ; et là de protester quelquefois et plus souvent de se complaire dans les séduisantes prévisions d'une prospérité à venir.

Ce spectacle, pour celui qui aime les hommes, relève l'existence et fait comprendre ce qu'il y a de vie dans cette fournaise pensante qui flamboie aux frottements des opinions ; et quand aucune force intempestive ne vient troubler ce colloque du peuple, une mystérieuse majesté plane sur ces têtes qui cherchent à conclure les conventions d'un bonheur commun.

L'énergie du langage et le pittoresque des attitudes atteignent le passant d'on ne sait quel enivrement d'intelligence qui le pousse, tout d'abord, à se joindre au fameux conciliabule en appelant l'enthousiasme au triomphe de sa cause. On discute, on s'éclaire sur des thèmes de science sociale. Des dialogues isolés s'engagent à travers les rumeurs de l'immense conversation ; la parole acquiert de l'abondance et du feu, car c'est l'intérêt général qui l'inspire. Chacun se sent mieux et redresse sa taille pour contempler parfois la houle des têtes bouillonnantes et pensives, toujours agitées comme le clapotement des flots.

Qu'il est bon de s'abandonner à cette communion des âmes, et de confier aux autres nos plans d'organisation en recevant d'eux des éclaircissements qui souvent illuminent les profondeurs d'un système encore obscur ! et comme cette foule a des élans d'amitié sublime pour les grandes infortunes qui, jadis, subirent pour nous la prison dure, et que, maintenant encore, la fatalité des circonstances incarcère au fond de quelque cabanon ! Cet amour de la multitude consacre et couronne les martyrs pour la postérité, et sous indignation sanctionne d'avance le châtiment inévitable des méchants.

Mais hélas ! ces légitimes conférences que tient le peuple le long des promenades, et franchement devant tous, épouvantent ses mandataires. Les spectres de la peur se dressent dans la conscience de ces bons gens, et les citoyens qui s'abandonnent, dans ces temps de discours, leur semblent les vagues d'une conspiration d'Iuvienne qui doit tout engloutir. Alors pour opposer des digues à ce cataclysme imaginaire, ils songent un peu dans les ténèbres de leur effroi, et du haut de leurs chaises curules, pusillanimes prévaricateurs, ils lancent sur la nation de ces ukases empruntés sans doute au génie tyrannique d'un satan du nord.

La République ne veut pas mourir, et ses enfants patients et robustes savent qu'ils n'ont rien à craindre de la liberté. Tranquilles sur l'issue des choses, d'heure en heure, l'irrésistible progrès les rapproche de la cité de Dieu. Quant aux lépreux politiques qui, placés au sommet de l'État, prétendent médicamer cruellement la France, ils attendront que ces malades obstinés passent encore quelques quarantaines dans leur lazaret orageux, afin d'en sortir guéris de leur orgueil et bien convaincus que leurs facultés valétudinaires ne montent pas aux genoux de la République.

G. GAUNY.

AVIS.

Paris, 8 juin 1848.

Fiers de la pensée grande qui les a inspirés, les fondateurs du *Banquet du peuple* n'ont point à se justifier des bruits alarmants ou infâmes que les chauves-souris pourraient colporter.

Toutefois ils ne sauraient passer sous silence les perfides rumeurs que la malveillance glisse dans quelques oreilles, et qui tendraient à accréditer cette idée, que des sommes importantes auraient été versées dans les caisses du *Banquet du peuple*. Rien de semblable ne s'est produit jusqu'ici ; LE PEUPLE seul a entendu notre appel, et les économies du prolétaire ne sauraient dépasser la limite de 25 centimes que nous lui avons assignée.

Les fondateurs se bornent à invoquer le jugement du bon sens populaire, la vigilance de l'autorité, sur leurs actes comme sur leurs intentions.

C'est donc pour écarter toute émotion de la peur, toute insinuation de l'envie, qu'ils déclarent livrer au public l'appréciation des actes de leur administration, dont le siège est rue Ménars, 12, et nulle part ailleurs. Les mesures d'ordre qu'ils ont prises dès le premier jour sont de nature à satisfaire à toutes les exigences, et ils repoussent la responsabilité de tout ce qui ne porte pas le signe distinctif d'un vrai

Banquet du Peuple, c'est-à-dire l'élévation et le calme des sentiments, la confiance dans l'avenir, et le respect de la légalité.

Le Comité fondateur :

CH. DESHAYES, L. B. THOMASSIN, GROSSIER-BARENGE, LEINEN, RATIER, BERROT.

FAITS DIVERS.

Le citoyen d'Alton-Shée vient de donner sa démission des fonctions de colonel de la garde nationale du 14^e arrondissement, dans laquelle M. Thiers vient d'obtenir 7000 voix. Il semble ridicule à l'ex-pair de mettre son dévouement au service des partisans du passé.

— On lit dans la *Voix du Peuple*, journal de l'Yonne :

« M. Boulage, beau-frère de M. Marie, membre du gouvernement provisoire, ancien sous-préfet de Louis-Philippe, actuellement notre préfet, a fait biffer sur toutes les circulaires imprimées pour le service du département, la devise de la République française, les mots Liberté, Egalité, Fraternité. De plus, il a enjoint à tous les employés de substituer le mot de *monsieur* à celui de *citoyen*, et de remplacer la belle formule : Salut et fraternité, par celle mensongère et de servitude, en un mot monarchique : J'ai l'honneur d'être votre très humble et très obéissant serviteur. »

— L'affaire de MM. Clément Thomas et Napoléon Bertrand est enfin conciliée. Ce dernier a retiré la lettre qu'il avait adressée au général.

— Le maréchal de camp Perrot, récemment nommé au commandement de Vincennes, était commandant de la place de Paris lors des événements de février, et jouissait de toute la confiance du duc de Nemours. On ne pouvait mieux choisir pour le mettre à la tête de notre *Bastille républicaine*.

On rapporte qu'il a pris les précautions les plus minutieuses pour mettre cette forteresse à l'abri d'un coup de main. Les habitants des maisons qui se trouvent sous le feu des batteries sont avertis de se tenir prêts à tout événement. On assure en outre que l'autorité militaire a insisté vivement auprès de la commission exécutive pour que la garnison fût doublée et pour qu'un escadron de cavalerie y fût caserné.

— Seize nouveaux régiments, casernés dans les départements, ont reçu l'ordre de se rendre à Paris, où ils sont attendus demain.

— Aujourd'hui, à la séance de l'Assemblée nationale, un représentant, interpellant M. le ministre de l'intérieur sur le retard des élections du Finistère, a dit que la République, cette nouvelle femme de César, ne devait pas même être soupçonnée. L'Assemblée a beaucoup ri du mot ; mais nous avons entendu, au milieu du tumulte, un membre s'écrier : s'il y a un César auquel on veuille marier la République, votons d'abord la loi du divorce.

— Quelle triste plaisanterie ! L'un des secrets de cet empirique qui a usurpé le titre de ministre des finances, c'est, dit-on, l'aliénation des forêts de l'État jusqu'à concurrence de 400 millions. Ainsi, d'une main il ferait rentrer les chemins de fer dans le domaine de l'État ; de l'autre, il lui arracherait les bois, dont la propriété plus que tout autre, devrait être collective, parce que leur conservation importe au régime des eaux et de l'air, et parce que leur culture ne souffre pas de morcellement. O logique !

— Voici l'adresse votée dans la dernière séance du club de la Révolution :

AU CITOYEN LOUIS BLANC.

Citoyen,

Nous avons suivi avec indignation les différentes péripéties de la lutte que la démocratie vient de subir en votre personne ; nous venons vous féliciter du résultat inespéré de cette persécution.

Il est des outrages qui honorent et dont la honte retombe sur leurs auteurs. Ceux dont on vous a eue depuis trois mois sont de ce nombre. Et l'histoire enregistrera, comme un de vos plus beaux titres de gloire, les haines féroces qu'ont soulevées, parmi la tourbe des ennemis du peuple, vos courageuses tentatives de rénovation sociale.

Courage, frère, persévérez dans votre noble apostolat ; nos sympathies, nos vœux et notre dévouement ne cesseront de vous y accompagner.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LACROIX, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 33.